

MONDIALISATION

CAHIER **G**

INNOVATION SOCIALE

LE DEVOIR



NEWSCOM

Est-ce la faute de la mondialisation?

«Les transformations fondamentales d'aujourd'hui sont en train de dénationaliser ce qui a historiquement constitué les États»

N'avons-nous pas l'impression de vivre dans un monde comme il n'en a jamais existé, celui de la mondialisation? Ne doit-on pas craindre que les trusts financiers et les grandes supranationales ne bafouent les droits des travailleurs, du fait que nos gouvernements ont de moins en moins de pouvoir?

CLAUDE LAFLEUR

À ces questions, Saskia Sassen, professeure de sociologie à l'Université Columbia et vice-présidente du Committee on Global Thought, répond: «Pas nécessairement.» Selon celle qui étudie la mondialisation depuis des décennies, ce n'est pas la réalité du monde dans lequel nous vivons.

En fait, Mme Sassen tente sans cesse de débusquer les idées reçues. «Durant mes trente années de recherches, dit-elle, j'en suis venue à comprendre que les grandes vérités — celles qui expliquent tout — sont certes intéressantes, mais qu'elles nous empêchent de réfléchir. Ces grandes vérités donnent l'impression de tout expliquer. Cependant, elles nous éclairent à tel point qu'elles nous aveuglent!»

Depuis des décennies, elle explore les mêmes sujets de recherche — les villes, l'immigration et les États dans le contexte de la mondialisation — afin d'y voir toujours plus clair. «C'est comme une rue bien éclairée le soir, dit-elle. Plus vous y voyez bien, moins vous voyez ce qu'il y a à l'extérieur de la zone éclairée.»

C'est précisément ces zones de pénombre dont traitera la

chercheuse le jeudi 7 avril, lors de la conférence d'ouverture du 3^e colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) de l'UQAM.

Voir différemment

Il faut dire que Saskia Sassen a un parcours pour le moins inusité. Née au Pays-Bas en 1949 dans une famille polyglotte, scolarisée à Buenos Aires et à Rome, avant de finalement entrer illégalement aux États-Unis, elle enseigne aujourd'hui à l'Université Columbia de New York et à la London School of Economics. Elle est considérée comme une figure de proue de la sociologie moderne, grâce à un grand nombre de publications et d'ouvrages remarquables.

«Le fait d'avoir grandi dans trois pays et de parler cinq langues a peut-être conditionné le choix de mes sujets de recherche», pose-t-elle. Elle se demande, par contre, si le fait pour quelqu'un de connaître parfaitement une langue ne limite pas sa façon de penser. «Dans mon cas, dit-elle, la connaissance imparfaite de plusieurs langues m'amène à inventer de nouveaux mots ou à employer de façon inusitée des mots existants. La langue per-

met de voir, et juxtaposer différentes langues permet de voir différemment!»

C'est ainsi qu'elle a imaginé le concept de «ville mondialisée», un curieux amalgame qui a incommodé nombre d'experts. «Comment pouvez-vous joindre ces deux mots?, lui a-t-on souvent lancé, puisque par définition une ville n'est pas mondialisée.» Or justement, d'après ses observations, les villes sont les piliers de la mondialisation.

Contrairement à l'idée reçue, la mondialisation n'est pas, observe la sociologue, un espace économique désincarné — sans frontière ni État — mais elle repose plutôt sur des zones précises, notamment les grandes villes du monde et des régions comme Silicon Valley.

«Dans mon livre intitulé The Global City, dit-elle, j'ai montré que l'économie globale, loin d'être sans lieu, comme le prétendent la plupart des spécialistes de l'économie mondiale, a besoin de lieux délimités et que ce besoin est particulièrement important pour des secteurs hautement mondialisés comme la finance.»

Une bonne affaire

De plus, la mondialisation

n'est pas un environnement sans loi ni contrainte, au contraire, même. Mme Sassen observe plutôt que nombre de lois et de règlements qui jadis ne s'appliquaient qu'à un État ou à un territoire tendent désormais à se mondialiser. Elle en veut pour preuve les lois internationales sur le travail, les droits de la personne, divers tribunaux internationaux, etc. Il y a en fait de plus en plus d'instances mondiales qui contrôlent tout, constate-t-elle.

C'est ainsi que, dans son plus récent ouvrage, *Critique de l'État*, elle montre que les changements que nous observons à présent reposent en bonne partie sur des «environnements nationaux» (des États ou leur équivalent) et des institutions so-

lides. «Les transformations fondamentales d'aujourd'hui sont non seulement des dynamiques qui deviennent mondiales, mais elles sont en même temps en train de dénationaliser ce qui a historiquement constitué les États.» Autrement dit, bon nombre des fonctions qui relevaient autrefois de l'État tendent à se mondialiser.

C'est pourquoi, considère-t-elle, la mondialisation n'est pas

une si mauvaise affaire pour les individus. «La mondialisation a son lot de périls, dit-elle, mais elle offre en même temps des possibilités intéressantes, particulièrement pour les sans-pouvoir et pour les laissés-pour-compte des États, puisqu'elle leur permet de se développer économiquement et en réseau.» Elle cite en exemple la présence des médias internationaux au Caire, en janvier dernier, qui a vraiment aidé les protestataires de la place Tahrir à mener à bien leur révolution démocratique.

De même pour les femmes, particulièrement les plus vulnérables, puisqu'elles peuvent désormais s'organiser pour lutter contre le trafic des êtres humains. «Les plus démunies d'entre elles ont maintenant accès à la scène mondiale, souligne Mme Sassen. Elles peuvent ainsi chercher à s'extirper du carcan hiérarchique des institutions étatiques qui, souvent, sont incapables de considérer les femmes comme les victimes du commerce du sexe.»

«La mondialisation comporte une grande diversité de réalités, estime la sociologue. Par conséquent, j'ai plutôt tendance à utiliser ce mot comme un adjectif: villes mondialisées, provincialisme mondialisé, bidonvilles mondialisés (mon plus récent sujet d'étude), etc. La mondialisation touche tous les domaines, mais c'est un processus qui repose essentiellement sur les États.»

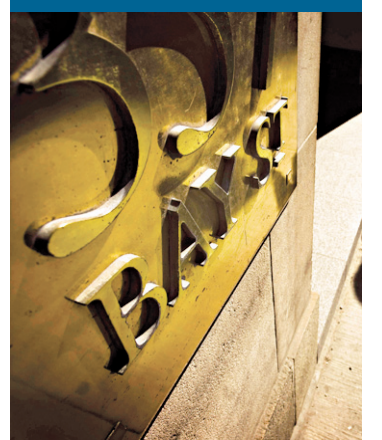
Collaborateur du Devoir



APRÈS PORTO ALEGRE

Contre le néolibéralisme zombi

Page 2



TEMPS DE CRISE

Une nouvelle mondialisation s'impose

Page 3

OUTILS

«Il faut réinventer la façon de faire de la finance»

Page 2

PAROLE D'EXCLUES

Tout pour encourager l'inclusion plutôt que l'exclusion

Page 4

ÉCONOMIE SOCIALE

«Imaginez si les États-Unis avaient pris cette option...»

Page 5

RESO

Faire cause commune est de mise

Page 6

SYNDICALISME

Le monde du travail est fortement secoué

Page 7

MONDIALISATION

ANALYSE

Contre le néolibéralisme zombi

L'innovation sociale doit être introduite dans la diffusion des politiques

Les suites de la crise économique mondiale ont dégrisé les partisans des politiques progressistes. Il avait d'abord semblé que le krach sonnerait le glas de la doctrine néolibérale du marché libre et de la déréglementation. Un renouveau progressiste s'annonçait: des cendres de la crise émergerait un contrat social plus humain, plus durable. Mais...

JAMIE PECK

Pendant quelque temps, l'implantation de politiques progressistes a semblé se réaliser. Des gouvernements ont lancé des plans de relance pseudo-keynésiens. Le président Obama a adopté un ton nouveau. Cette tendance a fait long feu. Une nouvelle normalité s'est dessinée: une fois de plus, les personnes pauvres et vulnérables portaient le fardeau de la restructuration et de l'insécurité, alors que l'austérité fiscale s'emparait du secteur public. Les objectifs progressistes semblaient de moins en moins réalisables. On ne parlait plus que du rétablissement de la croissance et de la compression des dépenses publiques.

Déjà vu

Pour les observateurs de longue date du néolibéralisme, cela sentait le déjà vu. Au lieu de rompre avec lui, on revenait à la case de départ, sinon à pire encore. Les réformes promises au chapitre de la réglementation des marchés financiers se voyaient diluées. Les programmes de stimulation de l'économie prenaient fin. Les taux de profit augmentaient, mais le chômage et les saisies immobilières aussi. Les gouvernements centraux refilaient les risques et les responsabilités à d'autres ordres de gou-

vernement, ainsi qu'aux organismes charitables, aux bénévoles et aux ménages. Tout cela, nous disait-on, était simplement nécessaire.

Des critiques tels que David Harvey répètent depuis longtemps que le néolibéralisme est un projet de classe enrobé dans le langage mystifiant des libérés du marché. Il est désormais difficile de le prendre pour autre chose. On pourrait dire que le néolibéralisme entamait sa phase «zombie»: ses fonctions cérébrales avaient été endommagées, peut-être de manière irréparable, mais il continuait tant bien que mal à avancer. Sorti de la tombe, il faisait preuve de sa capacité d'agir, semant la pagaille dans les enclaves encore bien vivantes du monde social.

Tout cela donne profondément à réfléchir au sujet de la ténacité du régime du marché, sans parler des défis qui guettent toute volonté d'effectuer un virage progressiste généralisé. Les politiques néolibérales sont-elles maintenant trop encastrées dans les circuits dominants du pouvoir corporatif, financier et politique? Les solutions de rechange progressistes sont-elles trop disparates, trop inachevées? Les forces sociales qui les promeuvent manquent-elles trop d'influence politique et de capacités stratégiques?



Le Forum social de Porto Alegre, au Brésil, en 2005

MARIANA BAZO REUTERS

Le libéralisme, un credo flexible

Nous pouvons aussi tirer de cet épisode la leçon que le néolibéralisme ne s'effondrera pas d'un coup, contrairement au mur de Berlin. En fait, le néolibéralisme n'a jamais été un dogme fixe, malgré toute la stridence de ses ténors. Au fil des décennies, il a évolué comme un «credo flexible» (selon la formule de Friedrich von Hayek).

On est passé de la privatisation pure et simple aux partenariats publics-privés, du monétarisme au ciblage de l'inflation et à la vigilance fiscale. Plutôt qu'un adoucissement du néolibéralisme, il s'agit là d'indices de ses limites politiques.

En même temps, ceux qui s'opposent à lui font donc face à une cible mouvante, protéiforme. Dans un monde profondément interconnecté, il n'y a plus d'îlot où les politiques se dessineraient de manière autonome. Des modèles mondiaux de politique circulant à haute vitesse sont devenus la devise internationale de la réforme (exemples: stratégies policières américaines, pratiques de microcrédit venant du Bangladesh).

Ces modèles de véritable *fast policy*, par analogie avec *fast food*, sont les vecteurs du néolibéralisme mûr. Ils ont proliféré dans une culture politique de plus en plus cosmopolite, peuplée d'agences multilatérales, de *think tanks*, de cabinets de conseil multinationaux, de mouvements mondiaux de défense des droits.

Que ce marché mondial des politiques soit biaisé en faveur

d'intérêts néolibéraux, que les politiques modèles qui se propagent le plus loin et le plus vite visent la perpétuation plutôt que l'abolition du statu quo, cela ne saurait guère étonner. Malgré tous ses échecs, le néolibéralisme demeure l'axe «par défaut» de la politique.

Contester, toujours!

Les mouvements sociaux progressistes ne sont pas pour autant une cause perdue. Les expériences néolibérales continuent d'échouer, après tout. Il faut toujours les contester, tant dans leur application que dans la définition même de la «réussite». D'un point de vue stratégique, le plus important est de propager et de prôner les solutions de rechange. La gauche s'est beaucoup orientée vers les initiatives locales et organiques, l'innovation à la base et les stratégies encastrées dans le social. Tout cela peut réussir localement mais est très difficile à reproduire ailleurs (les technocrates et les consultants ont un grand avantage tactique à ce chapitre).

La gauche doit se poser une question stratégique: comment faire circuler et rendre durables

de bonnes pratiques progressistes dans cet environnement de *fast policy*? Au-delà de la production des innovations sociales, comment les diffuser de façon efficace?

Il y a des leçons à apprendre de la propagation latérale des ordonnances relatives au *living wage* en Amérique du Nord ou de la diffusion remarquable des budgets participatifs inspirés par le modèle de Porto Alegre, au Brésil. Pourquoi certaines politiques voyagent-elles mieux que d'autres? La diffusion stratégique des politiques alternatives passera par de nouvelles voies et de nouveaux intermédiaires.

On ne rivalisera pas avec la capacité néolibérale de diffuser rapidement les politiques simplement en énonçant de meilleurs arguments (éthiques, intellectuels, sociaux...): il faudra aussi triompher sur ce nouveau terrain des politiques mobiles.

Jamie Peck est professeur à l'Université de la Colombie-Britannique. Le texte a été traduit de l'anglais par Paul Leduc Browne.

RÉINVENTER LA FINANCE POUR SOUTENIR L'INNOVATION

LES OUTILS FINANCIERS DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Chantier de l'économie sociale
www.chantier.qc.ca

Fiducie du Chantier de l'économie sociale
www.fiducieduchantier.qc.ca

Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)
www.fonds-risq.qc.ca

Financement

« Il faut réinventer la façon de faire de la finance »

Le dernier-né des outils financiers est un fonds dédié au prédémarrage des entreprises

Au fil des ans, l'économie sociale au Québec s'est dotée d'une série d'outils qui aujourd'hui permettent de soutenir financièrement les entreprises d'économie sociale. Pour ce faire, les acteurs de l'économie sociale ont dû faire preuve, dès le départ, de ténacité et surtout d'innovation.

PIERRE VALLÉE

« Il faut savoir que les entreprises d'économie sociale n'arrivaient pas à trouver du financement auprès des établissements financiers traditionnels, explique Charles Guindon, du Chantier de l'économie sociale. Il y avait seulement la Caisse d'économie solidaire Desjardins qui acceptait de prendre un risque avec les entreprises sociales. »

La raison de ce peu d'intérêt de la part des établissements financiers traditionnels se trouve dans la nature et par conséquent dans la structure des entreprises d'économie sociale, qui sont soit des organismes à but non lucratif, soit des coopératives.

«Lorsqu'un établissement financier prête à une entreprise privée, il exige d'abord qu'il y ait un investissement financier de la part des actionnaires ou des propriétaires dans leur entreprise. C'est la mise de fonds du promoteur du projet et un capital qui lui appartient. Mais, dans le cas d'une entreprise d'économie sociale, il n'y a pas cette mise de fonds du promoteur du projet. Ensuite, l'établissement financier exige une forme de garantie. Quelle garantie peut donner une entreprise d'économie sociale? Prenons l'exemple d'une coopérative d'habitation qui ne peut même

pas donner en garantie l'immeuble, puisqu'elle s'est engagée à ne jamais le vendre. Comment alors convaincre un banquier quand la mise de fonds d'une entreprise d'économie sociale est sa mission et que la garantie est son enracinement dans le milieu?»

Prendre un risque

C'est pour contourner ce problème que fut créé en 1997, dans la foulée du Sommet sur l'économie et l'emploi, le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), financé à la fois par des fonds publics et privés.

«La première mission du RISQ était de prêter de l'argent à des projets ou à des entreprises d'économie sociale sans exiger de garantie. La seconde mission était de sensibiliser le milieu financier à l'économie sociale et de démontrer qu'il n'y avait pas plus de risques à prêter à une entreprise sociale qu'à une entreprise privée. Avec une perte sur nos prêts de 12 %, ce qui correspond exactement au taux de perte des établissements financiers sur les prêts avec garantie aux entreprises privées, nous avons amplement fait la preuve qu'on peut faire autant confiance aux entreprises d'économie sociale qu'aux entreprises privées.»

Consolider les entreprises d'économie sociale

La mise en place du RISQ fut un premier pas et sa pertinence demeure. «Au fil des ans, le RISQ a développé une expertise dans l'analyse et l'évaluation des entreprises d'économie sociale.» Mais ce n'était pas suffisant.

VOIR PAGE G 3: FINANCE

MONDIALISATION

TÉMOIGNAGE

L'innovation sociale permettra de construire une nouvelle mondialisation

Les pouvoirs publics ont perdu le leadership requis pour définir les objectifs de développement de leur société

Les diverses collectivités de la planète font face à des défis majeurs qui comportent plusieurs facettes. L'envergure de la récente crise financière, le déclin de la participation démocratique, les inégalités croissantes sur les plans social et territorial ainsi que l'exclusion de populations entières des réseaux qui assurent le développement mettent en évidence l'échec d'une conception de la société fondée sur un modèle de croissance sans égard à la responsabilité sociale ni au respect de l'environnement.

COLLECTIF
D'AUTEURS

Le modèle de croissance qui s'impose depuis les années 1980 s'appuie sur la globalisation des marchés, l'érosion des pouvoirs étatiques, la fragilisation des moyens de protection sociale et une mobilisation utilitariste des capacités d'action de la société civile. Il fait la promotion d'une flexibilité et d'une mobilité qui élèvent le marché au rôle de principal mécanisme régulateur, qui fragilisent les instances démocratiques et qui écartent le citoyen. Des innovations sociales sont urgentes afin de garantir le respect du bien commun et de reconstruire des espaces de démocratie efficaces, face à une mondialisation déstructurante.

La remise en question du modèle keynésien

Le modèle de croissance instauré après la Deuxième Guerre mondiale répondait à la crise de surproduction de 1929. Inspirés par Keynes, les États avaient réussi à mettre en place un modèle de croissance basé sur la consommation et un modèle de protection sociale qui intégrait la solidarité sociale. Ce modèle incarnait un ensemble de compromis auxquels avaient conduit les nombreuses pressions exercées par des mouvements sociaux. Ces derniers luttaient pour obtenir et maximiser des droits civiques, sociaux et économiques, qui se sont traduits par des acquis importants pour la population en matière de sécurité d'emploi, de protection du revenu et de services sociaux.

La remise en cause de ce modèle s'inscrit dans une redéfinition des capacités d'action des États. Si ceux-ci demeurent une forme institutionnelle centrale, ils sont de moins en moins souverains. Leur rôle se résume, dans la plupart des cas, à cautionner un nouvel ordre mondial qui rend légitime leur perte de souveraineté. Comme l'a si bien dit Bourdieu, «les États ont été, paradoxalement, à l'origine des mesures économiques (de dérégulation) qui ont conduit à leur déposséder de leur possession économique, et, con-

trairement à ce que disent aussi bien les partisans que les critiques de la politique de "mondialisation", ils continuent à jouer un rôle en donnant leur caution à la politique qui les dépossède».

Les pouvoirs publics conservent donc une place souvent centrale dans les régulations sociales, mais ils ont perdu le leadership requis pour définir l'ordre du jour et les objectifs de développement de leur société. Les instances publiques soumettent progressivement les politiques économiques et sociales nationales et locales aux forces du marché et aux grandes décisions prises à l'échelle internationale, ce qui se traduit par une perte effective de souveraineté.

Nombreux sont ceux et celles qui voient, dans la crise sociale engendrée par la crise économique, une chance historique d'innover socialement

L'affaiblissement des pouvoirs susceptibles de protéger les acquis des citoyens permet au capital financier d'agir sans contrainte territoriale en temps réel à travers un espace défini comme planétaire. C'est un processus de conversion majeur qui a des conséquences sur la démocratie et sur la cohésion des sociétés.

Des innovations sociales pour une mondialisation inclusive

La crise de 2008 a révélé l'absurdité de ce modèle. Définie comme financière au départ, elle se prolonge sur les plans social, politique et géopolitique. Elle sert d'accélérateur de la remise en question des acquis sociaux. En réponse, les mouvements sociaux ont le défi de renouveler l'action collective. Ils sont interpellés par de nouvelles façons d'agir mettant à profit l'action citoyenne, laquelle puise dans des registres d'expression, de revendication, de résistance et de créativité variés. De cette réponse émergent les contours d'une proposition de conversion à un autre type de mondialisation.

L'appel à l'innovation sociale

se fait sentir de différentes façons et transite par une accélération de la capacité créative des populations, des organisations et de certains niveaux institutionnels, dont celui formé par le système scientifique. Nous voyons se définir une mobilisation sociale inspirée par l'occasion que représente la crise pour proposer les jalons d'un nouveau modèle de société. Un nouveau modèle qui concorderait avec les nouvelles configurations sociales suscitées par la mondialisation, mais qui donnerait au citoyen une reconnaissance et une réelle capacité d'exercer ses droits et ses responsabilités.

En effet, nombreux sont ceux et celles qui voient, dans la crise sociale engendrée par la crise économique, une chance historique, comme cela a été fait en réponse à la crise de 1929, de façon à construire un vivre-ensemble inclusif, solidaire et écologique. Cette perspective est à la base des revendications portées par des actions citoyennes. Des expérimentations nouvelles prennent place au Québec et ailleurs, dans divers domaines, tels la gouvernance, la finance, la protection de l'environnement, la lutte contre la pau-

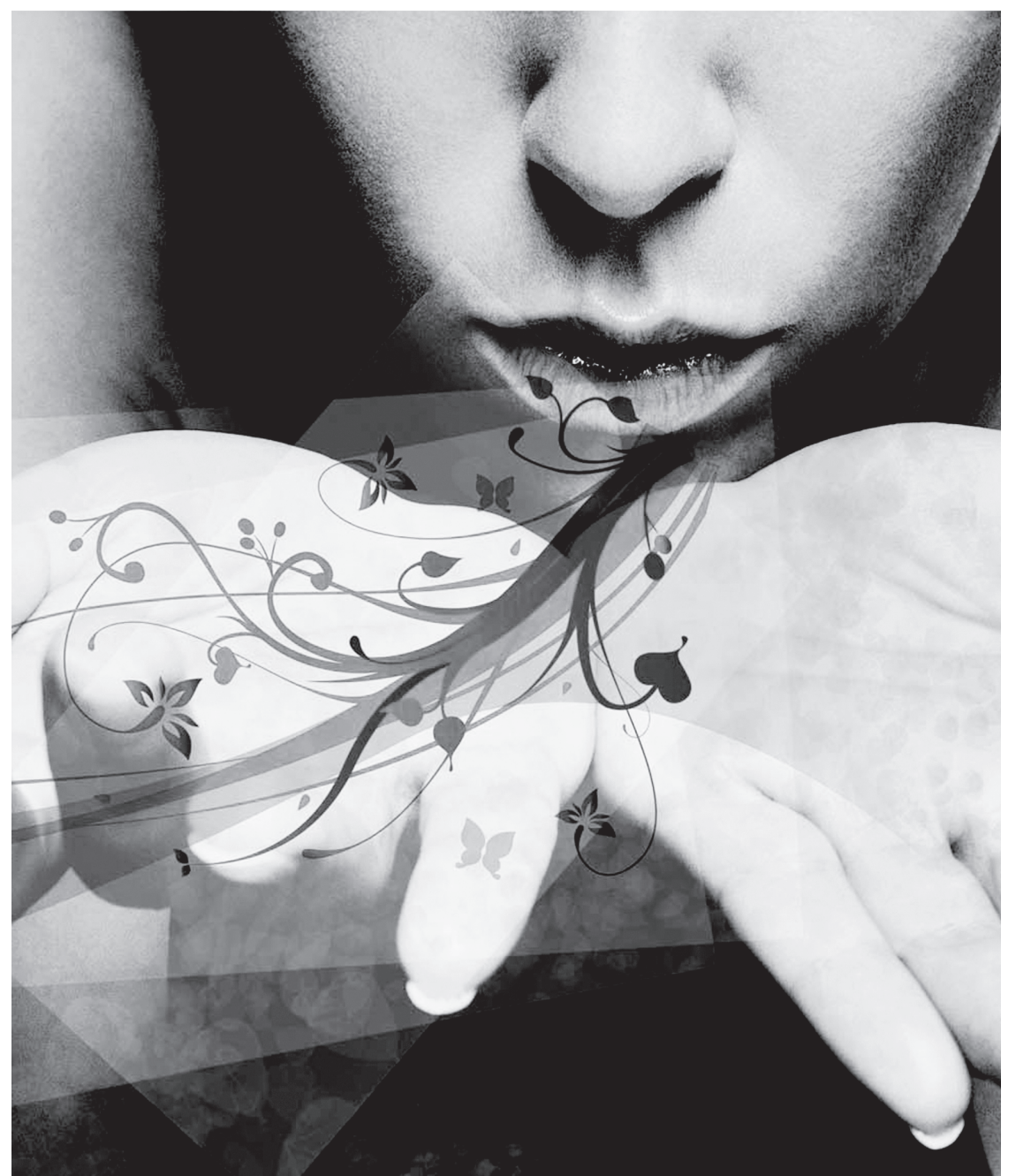
reté, la culture, l'inclusion, etc. Il importe de saisir l'importance du moment présent afin d'étudier collectivement le large éventail des propositions qui émergent de la base. Il importe aussi de saisir l'importance de ce moment pour relever le défi posé par le besoin de construire de nouvelles modalités de vivre-ensemble qui concorderont avec les nouvelles exigences, les nouvelles valeurs et les nouvelles aspirations citoyennes. Le colloque «Pour une nouvelle mondialisation: le défi d'innover» se veut donc un rendez-vous sur l'innovation en vue d'une mondialisation inclusive, solidaire et écologique qui mettra en place les éléments pour faire converger les chercheurs universitaires préoccupés par les défis à relever et les acteurs sociaux engagés dans des processus innovants de transformation sociale.

Juan-Luis Klein, Jean-Marc Fontan, Frédéric Hanin, Marie-Josée Legault, Paul Leduc Browne et Caroline Patsias œuvrent au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISÉS)



MARK BLINCH REUTERS

Définie comme financière au départ, la crise économique de 2008 se prolonge sur les plans social, politique et géopolitique et sert d'accélérateur de la remise en question des acquis sociaux.



Oser des solutions durables

Innover

pour une nouvelle mondialisation



www.csn.qc.ca

FINANCE

SUIVE DE LA PAGE G 2

«On regardait comment les entreprises privées arrivaient à se capitaliser en émettant des actions boursières. Une fois l'émission des actions faite, l'entreprise privée se trouvait avec un capital qu'elle n'avait pas à rembourser. Ses actions se vendaient ou s'achetaient entre tiers sur le marché secondaire. Il n'était évidemment pas question d'inscrire en Bourse les entreprises d'économie sociale, mais il fallait trouver une manière d'assurer aux entreprises d'économie sociale une capitalisation à long terme.»

La réponse fut la création de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, après le Sommet de l'économie sociale de 2006. Les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que le Fonds de solidarité FTQ et Fondation de la CSN sont les bailleurs de fonds de la fiducie, qui a ainsi été dotée d'un fonds initial de 52,8 millions de dollars.

«La fiducie nous permet de financer à long terme une entreprise d'économie sociale. Elle peut consentir des prêts sans remboursement de capital qui sont étalés sur une période de quinze ans. Il s'agit donc de capital patient.» Evidemment, les prêts accordés par le RISQ, tout comme ceux de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, non seulement permettent aux entreprises d'économie sociale d'avoir accès à un financement, mais ils servent aussi de leviers dans le montage financier d'un projet.

Et maintenant des titres en économie sociale

«L'idée m'est venue lors d'un colloque où un courtier en investissement socialement respon-

sable expliquait en quoi cela consistait. Je lui ai demandé pourquoi alors il n'investissait pas dans l'économie sociale. Il m'a répondu qu'il aimerait bien le faire mais que nous n'avions pas de produits à lui vendre.»

Le dernier-né des outils financiers est un fonds dédié au prédémarrage des entreprises

D'où l'idée de mettre sur le marché un titre lié à l'économie sociale. «La Fiducie du Chantier de l'économie sociale a donc récemment émis un titre obligataire. La durée est de 15 ans et on vise un rendement de 6 %. Après ce terme, le détenteur du titre peut le vendre. Les titres ne donnent pas de droit de gouvernance et les sommes recueillies par la vente de ces obligations sont mutualisées et investies dans plusieurs entreprises d'économie sociale.»

Les premiers acheteurs sont Fondation, le Fond de solidarité et Investissement Québec. «Nous espérons éventuellement attirer de nouveaux investisseurs, et même des investisseurs plus traditionnels, avec ces obligations.»

Le dernier-né des outils financiers est un fonds dédié au prédémarrage des entreprises d'économie sociale. «Ce fonds est conçu pour des entreprises dont le projet est viable mais nécessite une mise en place plus complexe.»

Dans tous les cas, les outils financiers élaborés par les acteurs de l'économie sociale ont en commun le souci de répondre à des problèmes mis en lumière par les entreprises d'économie sociale. «L'innovation ne vient pas du chantier, mais elle vient plutôt des acteurs du développement. Nous cherchons à répondre à leurs besoins et, pour y arriver, il faut réinventer la façon de faire de la finance.»

Collaborateur du Devoir

MONDIALISATION

Parole d'excluEs

Tout pour encourager l'inclusion plutôt que l'exclusion

Plus de 500 personnes sont déjà membres de l'Accorderie

Alors que le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) tiendra son troisième colloque international les 7 et 8 avril, *Le Devoir* a décidé de vous présenter Parole d'excluEs, un organisme montréalais innovant sur le front social.

MARTINE LETARTE

«**L**e manque de places dans les garderies subventionnées est un obstacle majeur au travail pour les familles à faible revenu, puisqu'elles doivent payer environ de 25 à 30 \$ par jour pour une garderie non subventionnée. Au bout d'un mois, elles peuvent obtenir un remboursement du gouvernement, mais ça fait tout de même 500 \$ ou 600 \$ qu'elles doivent avancer et elles n'y arrivent pas. Nous travaillons donc à la création d'un fonds pour pouvoir avancer ces sommes à ces familles», explique Patrice Rodrigue, fondateur et coordonnateur général de Parole d'excluEs.

L'organisme accompagne également des femmes qui veulent ouvrir une garderie familiale dans le quartier, le secteur de la rue Pelletier dans Montréal-Nord, où il y a eu des arrestations massives de membres d'un gang de rue en 2005.

«*Toute la population pourra en bénéficier. Nous avons aussi obtenu, du Bureau coordonnateur de la garde en milieu familial de Montréal-Nord, des services de soutien et d'accompagnement en matière de qualité pour ces femmes qui veulent ouvrir une garderie dans le cadre de notre projet, alors que, d'habitude, le bureau s'occupe seulement des garderies subventionnées*», se réjouit Patrice Rodrigue.

Susciter la mobilisation

En créant de l'emploi, en permettant à des femmes de sortir de leur isolement et d'avoir accès au monde du travail, ce projet est une façon parmi tant d'autres, pour Parole d'excluEs, de favoriser l'inclusion en suscitant une mobilisation citoyenne.

«*Sans vouloir être cliché, au Québec, la politique sociale dominante est l'offre de services. Et plus une personne est pauvre et exclue, plus on doit lui offrir des services, donc ça devient une somme de problèmes! Ça en prend, des services, mais ce n'est pas la seule réponse à l'exclusion*», affirme Patrice Rodrigue, actif dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de l'inclusion depuis une trentaine d'années.

Il est d'ailleurs allé observer ce qui se faisait dans le domaine



SOURCE PAROLE D'EXCLUÉS

Parole d'excluEs a pour objectif de favoriser l'inclusion en suscitant une mobilisation citoyenne.

au Brésil et en Argentine, en 2003. «*Dans les pays où l'État est moins présent, on est plus axé vers la mobilisation des personnes. Lorsque la société fonctionne mal et qu'elle produit des inégalités et de l'exclusion, il faut changer le système. Il faut inclure les gens. Et on y arrive avec des projets mobilisateurs*», explique-t-il.

L'Accorderie

Un exemple de projet particulièrement mobilisateur mis en place par Parole d'excluEs est le système d'échange de services L'Accorderie. Si quelqu'un donne une heure de son temps, que ce soit pour peindre un appartement, garder des enfants ou encore faire des déclarations de revenus, cela lui donne une heure dans sa banque de temps qu'il peut utiliser selon ses besoins.

«*Ce n'est pas du bénévolat, précise M. Rodrigue. Une heure égale une heure, parce que tout le monde a un savoir et des compétences qui peuvent être utiles à d'autres. L'Accorderie compte maintenant plus de 300 membres dans Montréal-Nord et 200 dans Hochelaga-Maisonneuve, où nous sommes actifs dans les logements sociaux de l'ancienne biscuiterie Viau.*»

Des besoins collectifs peuvent aussi être comblés par L'Accorderie. Par exemple, à Montréal-Nord, on a créé un groupe d'achats et un autre est en train d'être mis en place dans Hochelaga-Maisonneuve. «*Les membres se mettent ensemble*

pour payer moins cher des produits qui viendront combler leur besoin essentiel qu'est l'alimentation. Mais, comme il n'y a pas de bénévolat à L'Accorderie, les personnes qui s'occupent de la gestion du groupe d'achats se font payer en heures, qu'elles mettent dans leur banque», explique Patrice Rodrigue.

La création de L'Accorderie a été l'une des premières mesures prises par Parole d'excluEs lorsque l'organisme a commencé à travailler avec la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) dans l'immeuble de la rue Pelletier, ancien fief du gang de rue.

«*La SHAPEM a racheté en 2006 l'immeuble qui avait été pratiquement vidé par l'opération policière et elle y a fait des logements sociaux. L'idée, c'était d'élaborer un projet de mobilisation citoyenne à partir du logement social et L'Accorderie a été un bon moyen d'y arriver. Ça créait un lien social et aussi ça permettait rapidement d'améliorer les conditions économiques des gens grâce à l'échange de services*», explique le fondateur.

Besoins et aspirations

Parole d'excluEs travaille également avec des chercheurs universitaires et des étudiants des cycles supérieurs qui font des recherches par rapport à ce qui émerge du terrain. D'ailleurs, Dario Enriquez, l'un des étudiants inscrits au doctorat qui ont participé aux études,

fera une présentation lors du colloque du CRISES.

Les chercheurs ont entre autres réalisé des études sur les besoins et les aspirations des habitants de ces immeubles de logements sociaux de Montréal-Nord et de Hochelaga-Maisonneuve.

Qu'est-il ressorti de ces études? Entre autres, dans Montréal-Nord, le besoin d'avoir des logements sociaux pour les familles nombreuses est apparu assez rapidement. «*La SHAPEM a donc acheté un autre immeuble et elle est en train de faire de grands logements avec deux petits. Les besoins dans le domaine de l'emploi sont aussi très nombreux, donc, les citoyens ont décidé de faire une démarche collective par rapport à ça. Ils s'entraident, ils s'appuient, ils se donnent des trucs, etc. Parce qu'une démarche de recherche d'emploi n'est jamais facile et sentir qu'on n'est pas seul fait énormément de bien*», indique Patrice Rodrigue.

Pour les familles dans le secteur de l'ancienne biscuiterie Viau, on a entre autres souligné le manque d'espace de jeux pour les enfants. «*Une analyse plus fine a été faite récemment dans le voisinage pour savoir plus exactement ce qu'elles avaient envie de retrouver dans cet espace pour jouer*», indique M. Rodrigue. «*Nous présenterons les résultats lors d'une assemblée publique à la fin d'avril ou au début de mai.*»

Collaboratrice du Devoir

CONNAÎTRE, DIFFUSER ET AGIR.



PUQ.CA

COLLECTION INNOVATION SOCIALE

Réfléchir sur l'innovation sociale par sa description et son analyse

NOUVELLE COLLECTION



L'INNOVATION SOCIALE

Émergence et effets sur la transformation des sociétés

Sous la direction de Juan-Luis Klein et Denis Harisson

482 pages 42\$

Cet ouvrage propose de revoir le concept d'innovation en plaçant la société au centre de son analyse. Les auteurs y posent les jalons nécessaires pour aborder les innovations sociales comme facteur de changement et pour les situer dans leur contexte économique et technologique. Ils exposent ensuite les dynamiques qui témoignent de l'émergence d'innovations dans la façon de résoudre des problèmes sociaux, et explorent les modalités de diffusion de ces nouvelles pratiques.



TITRES À PARAÎTRE

INNOVATION SOCIALE ET TERRITOIRE

Convergences théoriques et pratiques

Sous la direction de Guy Bellemare et Juan-Luis Klein

INITIATIVES LOCALES ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION

Sous la direction de Juan-Luis Klein et Christine Champagne

L'ÉCONOMIE SOCIALE, VECTEUR D'INNOVATION

L'expérience du Québec

Marie J. Bouchard

POUR UNE NOUVELLE MONDIALISATION. LE DÉFI D'INNOVER ?

Juan-Luis Klein

Intervention

Pour un système d'innovation sociale au Québec

Des innovations « sociales » autant dans leurs finalités que dans leurs processus

Le développement d'une société dépend de plus en plus de sa capacité d'innover. De toutes les formes d'innovation, l'innovation sociale est l'une des plus cruciales.

CATHERINE ROY-BOULANGER

Le Réseau québécois en innovation sociale (RQIS) presse le gouvernement du Québec et les différents acteurs de la société de prendre des mesures pour renforcer le système québécois d'innovation sociale, le reconnaître, le structurer davantage et lui donner les moyens de se mettre au service du développement du Québec. Ces mesures viendraient appuyer la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, dans laquelle l'innovation sociale, bien qu'évoquée, occupe une portion congrue.

La pauvreté, les inégalités, l'isolement des immigrants ou la marginalisation des populations autochtones ou de certaines catégories de jeunes, l'analphabétisme comme le décrochage scolaire, la violence ou la maladie, la dévitalisation de collectivités rurales sont autant de phénomènes qui pèsent lourd sur le développement de

notre société. Il s'agit d'enjeux majeurs qui ont des impacts sur l'économie et sur les finances publiques. Ils représentent surtout un gaspillage éhonté de potentiel humain et condamnent des collectivités entières à l'échec.

Au cours des dernières décennies, le Québec a su innover sur le plan social. Que ce soit par la création de centres de la petite enfance ou de carrefours jeunesse emploi, dans le dialogue avec les Premières Nations ou l'intervention psychosociale, en ruralité ou en économie sociale, de nouvelles pratiques ont changé la donne.

Pour un nouveau contrat social

Nos succès sur le plan social au Québec sont réels. Mais les démarches développées au cours des cinquante dernières années sont désormais insuffisantes pour résoudre des problèmes rendus plus complexes par des phénomènes majeurs. La transition démographique

que vit le Québec impose un nouveau contrat social entre les générations. Les changements climatiques et les atteintes à la biodiversité exigent la définition d'un nouveau rapport aux ressources naturelles. La mondialisation change fondamentalement les rapports économiques et sociaux. Les nouvelles technologies numériques rendent les populations plus mobiles et facilitent l'accès à la connaissance, mais elles ont en même temps le potentiel de provoquer des fractures sociales profondes et des inégalités nouvelles.

Qu'est-ce que l'innovation sociale? Ce n'est pas d'hier que le Québec innove sur le plan social. Mais c'est depuis peu de temps que l'expression « innovation sociale » est employée pour qualifier cette forme de renouvellement des pratiques. Une innovation sociale est une nouvelle idée, démarche ou intervention, un nouveau service, un nouveau produit ou une nouvelle loi, un nouveau type d'organisation qui répond plus adéquatement et plus durable-

Nos succès sur le plan social au Québec sont réels

ment que les solutions existantes à un besoin social bien défini. Une solution qui a trouvé preneur au sein d'un groupement d'une organisation ou d'une collectivité et qui produit un bienfait mesurable pour la collectivité et pas seulement pour certains individus. La portée d'une innovation sociale est transformatrice et systémique. Elle constitue, dans sa créativité inhérente, une rupture avec l'existant.

Les innovations sociales sont « sociales » autant dans leurs finalités que dans leurs processus. Elles répondent à des besoins sociaux tout en créant de nouvelles relations entre des personnes et des groupes qui n'avaient pas toujours l'habitude de coopérer. L'innovation sociale naît d'un processus nécessairement ouvert. Les innovateurs sociaux ont été en ce sens des précurseurs de ce que recherchent aujourd'hui de plus en plus les organisations et les entreprises pour accélérer l'innovation technologique par ce

VOIR PAGE 5: QUÉBEC

Presses de l'Université du Québec

MONDIALISATION

Chantier de l'économie sociale

« Imaginez si les États-Unis avaient pris cette option... »

Montréal sera l'hôte à l'automne de l'« autre » économie

L'économie sociale se développe localement, mais elle ne reste pas dans son coin. Ses acteurs se concertent et se consolident dorénavant à l'échelle internationale. Avec leurs démarches axées sur les besoins des collectivités, ils demandent que les politiques publiques sortent ce modèle de la marge. Rencontre avec Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l'économie sociale.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Montréal sera l'hôte du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FISS), du 17 au 20 octobre prochain. Des organismes originaires de tous les continents y seront attendus, comme la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque interaméricaine de développement (BID). L'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) figurent parmi les partenaires stratégiques de ce forum.

Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, explique que l'un des principaux intérêts de ce forum réside dans la visibilité qui sera donnée à ce modèle de rechange au capitalisme néolibéral. Dans les années 1980, « personne ne nous prenait au sérieux », se remémore-t-elle, jusqu'à ce que s'organise, dans cette décennie, un colloque sur le sujet réunissant des partenaires venus d'une multitude de pays de l'OCDE. « Ici, on a commencé les politiques de développement local à partir de ce moment-là », évoque-t-elle.

Mais, au-delà de la visibilité,

Nancy Neamtan note que ce genre de rencontre répond à « un enjeu d'apprentissage ». On passe le mot et on s'inspire. Le succès de différentes initiatives de développement économique, toujours élaborées avec un objectif à caractère social, peut être partagé et ensuite adapté dans une autre réalité géographique. Nancy Neamtan évoque le concept de cuisine collective, un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur au Québec et qui tire ses origines de l'ingéniosité de groupes de femmes péruviennes. « Ici, on est très fier: on a un réseau de crédit communautaire et de microcrédit. On ne l'a pas inventé ici. Le microcrédit au Québec et le microcrédit au Bangladesh, on s'entend que ça ne se vit pas de la même façon. Mais il y a un certain nombre de principes qui demeurent dans le processus », prend-elle pour exemple.

Et il y a aussi les recettes qui auraient eu avantage à être davantage copiées, comme les coopératives d'habitation, qui n'ont mené à aucune faillite en 30 ans au Québec. « Imaginez si les États-Unis avaient pris cette option, s'est exclamée Nancy Neamtan devant des représentants américains de l'ONU, lors d'une rencontre tenue à Genève, plutôt que de laisser le mar-

ché s'occuper de ça, de prêter de l'argent à des gens qui n'avaient pas les moyens de s'acheter une maison, avec les résultats que l'on connaît. »

S'articuler mondialement

Pour rivaliser avec la mondialisation néolibérale, l'économie sociale commence donc à s'articuler dans une perspective internationale. D'abord, le vocabulaire a été uniformisé puis adopté par des organismes comme l'OIT et l'OCDE. « À partir du moment où l'on a commencé à utiliser l'économie sociale comme concept parapluie, [...] qu'on s'est basé sur un vocabulaire commun, ça nous a permis de faire des choses qu'on ne pouvait pas faire auparavant », note la présidente du Chantier de l'économie sociale.

Bien que l'économie sociale mise sur les besoins des collectivités, certains produits ne peuvent être obtenus au Québec que grâce à une certaine mondialisation des échanges. « On ne dit pas qu'il ne faut jamais exporter et importer. Sinon, ça voudrait dire qu'on mangerait des patates et des carottes pour le restant de nos jours et qu'on n'aurait jamais de tee-shirt de coton », admet celle qui fait la promotion d'une économie plurielle. C'est pourquoi, dans une logique d'achat socialement responsable, le Chantier de l'économie sociale travaille actuellement sur une plateforme transactionnelle iconoclaste qui se nommera Commerce-solidaire. Cette innovation « va faire en sorte que ceux qui veulent acheter aux entre-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l'économie sociale

prises d'économie sociale vont avoir une façon de les trouver. »

À une échelle beaucoup plus vaste, cette plateforme s'inspire de celle mise en branle par william.coop. Cette coopérative réunit plusieurs centres de la petite enfance (CPE) afin d'améliorer leur pouvoir d'achat. Ainsi, par exemple, ce regroupement peut mieux négocier les prix avec le fournisseur lorsque vient le temps d'acheter de la crème solaire en « quantité industrielle ». Mais, cette fois-ci, les ententes se feront entre différents réseaux d'économie sociale à travers le monde.

« Quand on fait des affaires avec le Brésil, ce n'est pas juste de lui vendre des produits, c'est aussi que le Brésil puisse vendre ses produits ici et que ça se fasse dans une chaîne solidaire, sans trop

d'intermédiaires. Donc, on innove dans les possibilités du commerce international », fait remarquer Nancy Neamtan.

Politiques publiques

Reconnaissant que « la balle est en partie dans notre camp » en ce qui concerne l'innovation, Nancy Neamtan en appelle tout de même à l'élaboration de politiques publiques qui favoriseraient davantage le développement de l'économie sociale. Cette question sera d'ailleurs au centre des débats au Forum international de l'économie sociale et solidaire cet automne, alors que des ministres québécois comme africains seront présents. « Si on est arrivé au système économique [néolibéral] qu'on a, c'est parce qu'il y a eu des évolutions et aussi des poli-

tiques publiques, un encadrement des États au niveau international qui allait dans ce sens, justifie-t-elle. La notion de responsabilité sociale, par la force des choses, commence à être sur la table, sauf qu'on ne réfléchit pas sur les modes de gestion. »

La présidente du Chantier de l'économie sociale constate que le paradigme actuel s'avère difficile à changer. « Quand on regarde les stratégies économiques, on met beaucoup l'accent sur les exportations, tandis que, si on prend le point de vue du développement durable, de plus en plus on parle d'une démarche de circuit court. »

Rencontrée le lendemain du dépôt du budget provincial, Nancy Neamtan affichait clairement sa déception. « Les exercices budgétaires, c'est toujours un peu binaire. [...] Il y a juste une façon de faire ou l'autre; c'est soit l'État, soit le privé à but lucratif. [...] On se met devant des constats et on sort les vieilles solutions, s'indigne-t-elle. Moi, ce que je trouvais désolant, c'est que même la réaction de l'opposition était simplement de dire: "Vous n'avez pas assez coupé. Vous avez perdu le contrôle." Mais il n'y a pas de débat sur la façon dont on pourrait faire les choses autrement. »

Selon elle, l'enjeu de l'innovation sociale s'avère « fondamental, parce qu'on ne sortira jamais du cercle vicieux dans lequel nous sommes, tant qu'on continue à s'appuyer sur le même modèle de développement et à équilibrer les budgets avec ça. »

Le Devoir

QUÉBEC La communauté formule des recommandations à l'endroit du gouvernement

SUIITE DE LA PAGE G 4

qu'on appelle l'innovation ouverte. Le projet d'innovation sociale combine les savoirs expérimentiels avec les savoirs scientifiques et techniques et il tient compte du contexte culturel particulier. La combinaison de ces savoirs variés conduit à la cocréation de nouvelles connaissances.

Un système à renforcer

Le RQIS a formé une communauté d'intérêt composée de 23 représentants et représentantes d'organisations reconnues comme des chefs de file de l'innovation sociale au Québec. Dans la Déclaration québécoise pour l'innovation sociale, qui sera rendue publique le 7 avril 2011 lors du

colloque « Pour une nouvelle mondialisation: le défi d'innover », la communauté formule des recommandations à l'endroit du gouvernement. Le RQIS et la communauté d'intérêt sont soutenus par l'Université du Québec (UQ) et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).

Celui-ci doit prendre des mesures pour renforcer le système québécois d'innovation sociale, financer adéquatement le RQIS et lui permettre de maintenir et d'élargir la communauté d'intérêt existante. Il faut animer un débat ouvert sur l'apport de l'innovation sociale au développement du Québec, produire et tenir à jour un état de situation, mettre en valeur les innovations sociales québé-

coises ici et à l'étranger et faire des recommandations en vue de la prochaine stratégie de recherche et d'innovation. On recommande enfin de réserver le dernier projet structurant prévu par la SQRI à un projet d'innovation sociale.

Pour prendre connaissance du texte complet de la Déclaration québécoise pour l'innovation sociale, des études de cas sur lesquelles elle s'appuie et de la liste des signataires et des membres de la communauté d'intérêt, consultez le site du Réseau québécois en innovation sociale à www.uqubec.ca/ptc/rqis.

Catherine Roy-Boulanger est coordonnatrice du Réseau québécois en innovation sociale (RQIS)

HEC MONTRÉAL

MOSAIC

En bref...

MOSAIC est une plateforme d'échanges et de partage de connaissances en **management de la création et de l'innovation...**

C'est aussi, et surtout, de **l'enseignement**, de la **recherche**, et des activités de **transfert**, visant étudiants, académiques et professionnels...

Le 21 avril

Le système de santé et de services sociaux au défi de l'économie créative

Le 11 mai

5@8 Ubisoft

Du 1^{er} au 16 juillet

École d'été en management de la création



Patrick Cohendet
Professeur titulaire
HEC Montréal



Laurent Simon
Professeur agrégé
HEC Montréal

Pour plus d'information : mosaic.hec.ca

L'effet de l'innovation

L'UQAM salue la contribution du CRISES à la valorisation de l'innovation, véritable moteur d'avancement social, économique et culturel.

crises.uqam.ca

L'effet UQAM

Merci à nos partenaires



MONDIALISATION

Un développement socioéconomique avec et pour les gens

Un nouveau modèle écosocial de civilisation s'impose

La riche tradition de lutte pour l'accès de chacun à une bonne vie permet de nourrir l'espoir

L'idée d'une bonne vie est une préoccupation ancienne, qui a déjà inspiré la délibération philosophique dans la Cité de la Grèce antique. La vie bonne y favorisait à la fois prospérité, épanouissement et bonheur, mais, conçue par les propriétaires, elle allait de pair avec l'exploitation des esclaves et l'assujettissement des femmes et des étrangers. La bonne vie était alors l'apanage du petit nombre. Il a fallu attendre le Siècle des lumières et la Révolution française pour élargir cette conception, mais seulement en théorie.

ANDREAS NOVY

En pratique, au XIX^e siècle, on souscrivait à l'idée de liberté, mais surtout à la liberté des possédants, des bourgeois prospères qui ont obtenu des droits civils pour se protéger de l'arbitraire de l'État. Colonialistes et impérialistes pratiquaient l'exploitation et la domination, pendant que la société de consommation demeurait l'apanage d'une minorité.

Les choses changent après la Grande Dépression des années 30 et la Deuxième Guerre mondiale. Le nombre de consommateurs augmente, les travailleurs salariés joignant de plus en plus leurs rangs. L'âge d'or du capitalisme, le capitalisme social de l'après-guerre, incarne ainsi de façon particulière la bonne vie qu'un État peut assurer à ses citoyens, idée bien rendue par la célèbre expression suédoise «la maison du peuple», qui désignait à la fois le plein-emploi et la sécurité sociale universelle.

Généraliser au plus grand nombre la mobilité sociale, l'accès aux soins et à l'emploi requiert des innovations sociales

La social-démocratie devenait la clé de la paix sociale, de la cohésion et de la prospérité individuelle. Une grande part des travailleurs marginalisés sont devenus ainsi des citoyens et des consommateurs. Le rêve d'une bonne vie pour chacun (ou presque) était quasi réalisé.

Le néolibéralisme est venu saper ce rêve. Il représente un projet de concentration du pouvoir dans les mains d'une poignée et d'augmentation du bien-être des mieux nantis. L'inégalité est un fait saillant d'une politique économique qui vise à augmenter la compétitivité. Le néolibéralisme a réduit le pouvoir des États-nations au profit de celui des organisations privées et du secteur financier, et l'affaiblissement de l'État social a entraîné celui de la classe moyenne.

Pour ce qui est de l'accès de chacun à la bonne vie, le monde est maintenant devant un paradoxe: pendant que le Nord compromet l'existence de sa classe moyenne, cette dernière se développe dans le Sud. Pendant que la pauvreté diminue par exemple au Brésil, l'inégalité et l'insécurité augmentent dans le Nord, où de larges parties de la population s'effondrent dans la pauvreté.

Nous avons appris au cours du XX^e siècle qu'un territoire, un État-nation est une contrainte autant qu'un préalable au développement social démocratique. Le capitalisme social a créé une classe moyenne dont les membres partagent une culture, un mode de vie et de travail. Le défi du XXI^e siècle est d'en conserver les acquis, tout en limitant l'effet économique des impératifs de l'accumulation capitaliste, l'effet culturel de la société de consommation et l'effet pervers du développement socio-économique sur l'équilibre écologique.

Participation citoyenne

Par conséquent, je plaide pour un ordre géopolitique et géoéconomique multipolaire, ancré dans les territoires dont les habitants créent eux-mêmes des moyens de combiner liberté, égalité et solidarité qui soient adaptés à leur contexte propre. Ces territoires doivent avoir une certaine autonomie dans leur gouvernance, tout en conservant l'ouverture propre à éviter la discrimination et à respecter les droits humains fondamentaux. La plupart des innovations sociales mises en œuvre à travers des milliers d'initiatives sont ancrées dans un territoire, ce que les contraintes écologiques ne font que renforcer.

La démocratie participative dans les arrondissements ou la participation citoyenne à la planification et au budget de développement régional sont des versions locales de la participation citoyenne au pouvoir. L'économie solidaire, les marchés régionaux prospères, de même que les nouvelles formes d'organisation dans les services publics sont de nouveaux moyens d'organiser le développement socioéconomique avec et pour les gens.

Il importe que les citoyens des territoires visés s'engagent dans l'organisation de ces pratiques, qu'elles soient locales ou régionales, mais que les États-nations ou des instances continentales les encadrent à un niveau plus large.

Sans nier les risques liés aux changements climatiques, il y a un avenir pour le capitalisme social et la société de consommation aussi dans les pays du Sud. Mais il y a plus d'une raison de s'inquiéter de l'avenir du Nord. L'intégration européenne, par exemple, semble n'avoir pour seul but que celui de restaurer la compétitivité, les pays voisins de l'Union européenne sont économiquement fragiles, le mode de gouvernance de l'Union est plus ou moins démocratique et l'Union décline rapidement au plan géopolitique et géoéconomique. Elle n'est pas pour autant condamnée à la dégénérescence.

La riche tradition de lutte pour l'accès de chacun à une bonne vie, lutte souvent menée en situation de crise, permet de nourrir l'espoir. L'Europe doit mettre de l'avant au XXI^e siècle une politique démocratique qui permette à chacun de mener une bonne vie sur cette planète, sans la menacer ni outrepasser ses limites. Cela signifie entre autres qu'une citoyenneté sociale est un préalable de la cohésion sociale dans ses villes et ses régions.

Par là, je n'entends pas implanter la bonne vie pour tous au moyen d'un système uniforme de droits, mais plutôt par un système souple de règles variables selon les particularités locales, intégrées dans un cadre réglementaire établi démocratiquement et tenant compte des principes d'une économie mixte et régionalisée, au sein d'une structure de gouvernance qui promeuve des valeurs communes et le respect mutuel.

De toute évidence, généraliser au plus grand nombre la mobilité sociale, l'accès aux soins et à l'emploi requiert des innovations sociales. C'est de l'ordre de l'utopie, mais d'une utopie humaniste inspirée d'Ernst Bloch, qui termine sa grande œuvre, *Le principe espérance*, par un plaidoyer en faveur d'utopies concrètes qui, loin de prendre place dans un avenir lointain, demandent un radical retour spatio-temporel... Comme l'écrivait déjà Ernst Bloch en 1959 dans *Das Prinzip Hoffnung*: «[...] en revenant éclairer le monde d'une lumière qui brille pour les enfants mais disparaît par la suite... celle du chez soi.»

Andreas Novy est professeur à la Vienna University of Economics and Business Administration.

Le texte est traduit de l'anglais par Marie-Josée Legault.



OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

Les quartiers du Sud-Ouest de Montréal connaissent aujourd'hui un important renouveau avec notamment de nouveaux espaces communautaires.

Au RESO

« Face à une crise, faire cause commune est de mise »

Seul l'engagement des forces de toute une collectivité permettra le changement

Les 7 et 8 avril prochains, dans le cadre du troisième Colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales, des chercheurs universitaires et des intervenants de milieux communautaires et syndicaux s'interrogeront sur les meilleurs moyens de faire basculer le modèle économique actuel vers une mondialisation plus inclusive et plus solidaire. D'après Pierre Morrissette, porte-parole du regroupement des Corporations de développement économique communautaire (CDEC) et participant au colloque, la clé du succès pourrait bien résider dans le développement local.

ÉMILIE CORRIVEAU

Aujourd'hui directeur général du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO), une CDEC travaillant à la revitalisation économique et sociale des quartiers du Sud-Ouest de Montréal, Pierre Morrissette flirte avec les concepts d'économie sociale et de développement local depuis belle lurette. Pour l'homme, il ne fait aucun doute

économique de nos collectivités. C'est ce qui est en train de se produire dans le Sud-Ouest», soutient M. Morrissette.

La gouvernance autrement

Avant pour fondement le refus de l'exclusion et de la pauvreté comme système, le RESO et les CDEC s'inscrivent dans le mouvement de développement local amorcé depuis une vingtaine d'années au Québec. Ils proposent une conception du développement économique communautaire, globale et intégrée, basée sur la participation et la concertation de l'ensemble des acteurs d'une même collectivité. Celle-ci s'adresse à toutes les facettes de la vie individuelle et collective, privée et institutionnelle.

« Traditionnellement, les syndicats et les acteurs communautaires agissent ensemble et s'opposent aux entreprises, aux dirigeants et aux instances. Nous sommes convaincus que ce modèle ne permet pas de répondre aux défis de la mondialisation et qu'il faut plutôt créer une véritable coalition de toutes les forces de la collectivité pour susciter le changement. C'est pour cette raison que nous proposons un modèle de gouvernance autonome et concerté et que nous nous efforçons de stimuler la participation citoyenne, de mobiliser les acteurs et les intervenants de différents milieux et d'établir des partenariats entre la collectivité et les pouvoirs publics », affirme le porte-parole.

En travaillant de la sorte, le RESO et les CDEC parviennent non seulement à stimuler l'économie de leur milieu, mais aussi à créer des emplois répondant à la fois aux besoins de la collectivité et à ceux des entreprises établies dans un même secteur. Ainsi, le développement économique ne se fait pas uniquement au bénéfice des entreprises; il sert d'abord les intérêts d'une même collectivité.

Le défi de la cohésion

Si l'idée de répondre aux effets pervers de la mondialisation en adoptant une certaine conception du développement économique communautaire paraît séduisante, son exécution, elle, ne manque pas de défis à relever.

« Face à une crise, faire cause commune pour tenter de trouver

une solution est de mise. Lorsqu'on n'est plus confronté à cette crise, le défi, c'est de conserver la cohésion qui s'est établie. Aujourd'hui, face à la mondialisation, nous ne sommes plus à l'étape de trouver des solutions pour répondre à une crise, mais bien à celle de considérer divers moyens pour développer nos potentiels. Le réel défi, c'est de s'assurer que le sens du bien commun reste une priorité pour les acteurs d'un même milieu », estime M. Morrissette.

Afin d'assurer cette cohésion, les CDEC effectuent un important travail de sensibilisation auprès des divers acteurs socioéconomiques de leur milieu, entretiennent un dialogue dynamique avec ceux-ci et veillent à ce que la culture de développement qu'elles ont réussi à implanter s'inscrive dans la durée.

« Ce qui est important, c'est d'engager des partenariats sur une base égalitaire, note M. Morrissette. On y est arrivé à plusieurs égards dans le Sud-Ouest. Il y a toujours un risque de glissement de partenaire à sous-traiter lorsqu'on travaille avec les gouvernements, mais il reste qu'on s'est donné un pouvoir autonome assez fort pour être capable d'agir et d'interagir avec l'État et les acteurs du privé. »

A titre d'exemple, M. Morrissette rappelle qu'aujourd'hui il est très difficile pour un promoteur privé de construire un projet d'envergure à Montréal sans recevoir l'appui de la population, alors qu'il y a une vingtaine d'années l'acceptabilité sociale d'un projet préoccupait peu les constructeurs.

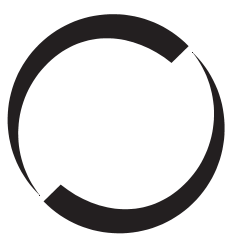
« Il n'y a pas si longtemps, penser qu'un promoteur privé s'installait dans le Sud-Ouest accepterait de discuter avec le RESO des améliorations possibles de son projet, c'était assez improbable. Aujourd'hui, les promoteurs privés nous consultent sur leur propre initiative! Les résultats sont concluants, les projets sont aujourd'hui beaucoup plus intéressants pour les entrepreneurs et la collectivité qu'ils ne l'étaient par le passé », confie le directeur du RESO.

Maintenant que le modèle de gouvernance du RESO et des CDEC est bien établi et a démontré sa viabilité, M. Morrissette et ses pairs espèrent pouvoir contribuer au développement d'une cohésion sociale à plus grande échelle.

« Nous avons fait beaucoup de gains aux cours des dernières années », relève M. Morrissette. Maintenant, il reste à voir comment on peut diffuser et multiplier un modèle comme cela pour que chaque collectivité puisse se prendre en main. »

M. Morrissette traitera de la question le 7 avril prochain, lors d'une table ronde réunissant des intervenants communautaires et syndicaux.

Collaboratrice du Devoir



Corporation de développement économique communautaire

CDEC du Québec

L'innovation, c'est aussi dans la façon de faire avec et pour la communauté.

www.lescdec.qc.ca

MONDIALISATION

Syndicalisme

Le monde du travail est fortement secoué par une économie globalisante

Le Québec subit des pertes d'emplois causées par des transferts d'usines dans des pays laissant miroiter toutes sortes d'avantages qui réduisent les coûts de production. Il s'ensuit parfois la perte d'acquis dans la négociation des conventions collectives, qui tend à causer une détérioration des conditions de travail. La mondialisation de l'économie fait des ravages, comme le démontrent les propos de représentants de la FTQ et de la CSN.

RÉGINALD HARVEY

«Une économie qui a tendance à se mondialiser a pour premier effet de mettre de la pression sur les conditions de travail», fait remarquer Atim Leon, conseiller au service de la recherche et mandataire du dossier à l'international auprès de la FTQ. Il fournit des explications: «C'est parce que ça met en concurrence des pays entre eux mais aussi des marchés du travail entre eux. Les employeurs utilisent donc l'argument de la délocalisation; même si ce n'est pas toujours une menace réelle, du moins c'est utilisé comme argumentaire durant les échanges.»

Il existe un autre aspect de la question qui est moins évident à première vue: «C'est le fait que les entreprises transnationales ont des politiques de gestion qui se ressemblent d'un pays à l'autre et qui rompent avec le type d'organisation du travail auquel on a pu aboutir après de longues années de négociation; voilà ce que nous appelons des acquis, parce qu'il s'agit du fruit d'un long travail syndical. Or ceux-ci sont remis en question avec tous les types de gestion à la mode qui font appel à diverses méthodes visant à créer plus de flexibilité.»

Les syndicats ne sont pas farouchement opposés à toutes ces pratiques, auxquelles ils ne sauraient tout de même souscrire totalement: «On est contre quand cela implique la rupture avec une sorte de contrat établi entre les parties; en général, le clan perdant est celui des travailleurs, qui subissent carrément une détérioration des conditions de travail.»

Il dégage un autre désavantage du décloisonnement économique: «On a vu aussi que les processus de négociation de libre-échange mènent les États à niveler vers le bas les programmes de soutien du revenu.» Un autre irritant survient dans la sphère économique proprement dite: «Il existe une sorte de rencontre des intérêts entre les grandes transnationales des services et les politiques d'ajustement structurel qui demandent finalement de diminuer la taille de l'État, de réduire l'endettement public et, en particulier, l'étendue des services de cet ordre.» Le courant néolibéral impose ses règles.

Finalement, les technologies de l'information, qui s'inscrivent dans l'espace de travail, jouent les trouble-fêtes: «Je dirais que ce

qui arrive maintenant, qu'on n'avait pas vu au départ et qui s'est produit dans la dernière décennie, c'est la délocalisation du service qu'on pensait auparavant impossible. À l'intérieur des entreprises, on voit des départements entiers être délocalisés.»

Une structure financière fragilisée

Atim Leon remet en question, sous certains angles, le modèle économique actuel qui tend à gagner du terrain: «Le mouvement syndical le fait parce que les crises financières, qui se succèdent, montrent à quel point notre diagnostic est avéré; c'est-à-dire que c'est une erreur de fonder le développement économique uniquement sur la croissance du secteur financier et de ses effets collatéraux. Structurer l'économie autour d'un système de propriété qui est actionnarial n'apparaît comme une erreur qui a des conséquences très graves sur l'économie parce que, finalement, les actionnaires font preuve d'aveuglement parce qu'ils n'ont pas de préoccupations de type national, social, écologique, etc.»

Il reste à savoir de quelle façon prendra forme une telle contestation du système économique: «Il y a là toute une palette, tout un éventail de positions en cause. À la FTQ, je pense que notre positionnement n'appartient pas à une remise en question qui soit radicale. Oui, on remet en cause la financiarisation de l'économie, qui a un impact social et écologique grave, particulièrement dans les pays faibles. J'arrive d'Haïti, et voilà un pays qui n'a finalement aucun intérêt à tirer du libre-échange, qui est en train de se faire manger tout rond à cause notamment de l'obligation qui lui a été faite d'embarquer dans des échanges de ce genre ayant complètement sapé sa base agricole.»

Le pouvoir d'attraction

Conseillère syndicale au service de la recherche de la CSN, Nathalie Guay se penche sur les conséquences de la mondialisation en milieu de travail: «Graduellement, ce qui s'est mis en place, d'une part, c'est une nouvelle vision internationale du travail en vertu de laquelle on a commencé, à la faveur d'avantages comparatifs et de la libéralisation du commerce, à attirer certaines industries dans d'autres pays qui ne disposent pas du même encadrement sur les plans du niveau de vie et des normes sociales et

écologiques; ils sont en mesure d'offrir des coûts de production plus faibles, ce qui a entraîné le départ de bon nombre d'activités davantage liées au secteur secondaire vers des économies qu'on dit émergentes ou vers des pays situés généralement dans le Sud.»

Le portrait industriel a de la sorte subi une transformation: «Je crois que cela a beaucoup changé le type d'activités économiques qu'on a connues; notre économie s'est tournée vers le tertiaire et je pense que, sans avoir de chiffres exacts à citer à ce sujet, on voit beaucoup moins ce modèle industriel avec des milieux de travail où il y a mille personnes ou plus qui sont à l'œuvre. Notre économie s'est diversifiée avec l'apparition de toutes les technologies et l'implantation des PME, qui comptent pour 95 % des entreprises au Québec. Il est clair que, syndicalement, c'est une transformation qui nous affecte.»

Les solutions à apporter

La crise financière a alimenté la réflexion de la CSN autour de toutes les transformations en cours, comme le rapporte Mme Guay: «Tout le milieu syndical a pris conscience que cette crise n'était pas seulement unidimensionnelle, mais qu'elle en était une de développement. Sur le plan écologique, la situation est devenue insoutenable et on n'a pas réussi, avec les promesses de l'économie libérale, à vraiment freiner les inégalités, à enrayer la pauvreté dans le monde, etc. Au contraire, on remarque que celles-ci ont beaucoup augmenté entre les plus riches et les plus pauvres dans les pays du Nord. Bref, on voit que la prospérité annoncée n'est pas au rendez-vous un peu partout.»

Au Québec, des secteurs industriels comme celui de la forêt ont encaissé de durs coups depuis longtemps, dont plusieurs régions et collectivités subissent les conséquences parfois désastreuses: «On se demande vers quelle sorte de développement on doit aller pour diversifier l'économie et, dans ce sens-là, on ne se bouscule pas au portillon avec plein de nouvelles idées.»

Dans un tel contexte, le temps serait venu d'innover pour en arriver à une mondialisation inclusive, solidaire et écologique. Nathalie Guay défend l'idée d'une économie sociale en émergence: «C'est l'importance, dans ce cas, de mettre de l'avant des formes plus collectives de notre développement. L'entreprise privée a encore sa place et on ne passera pas du jour au lendemain à sa disparition, mais parlons d'une société où les entreprises collectives d'économie sociale et les coopératives prendront un peu plus de place. On a toujours été en lien avec cette forme d'économie et c'est le type d'innovation auquel on croit.»

Collaborateur du Devoir



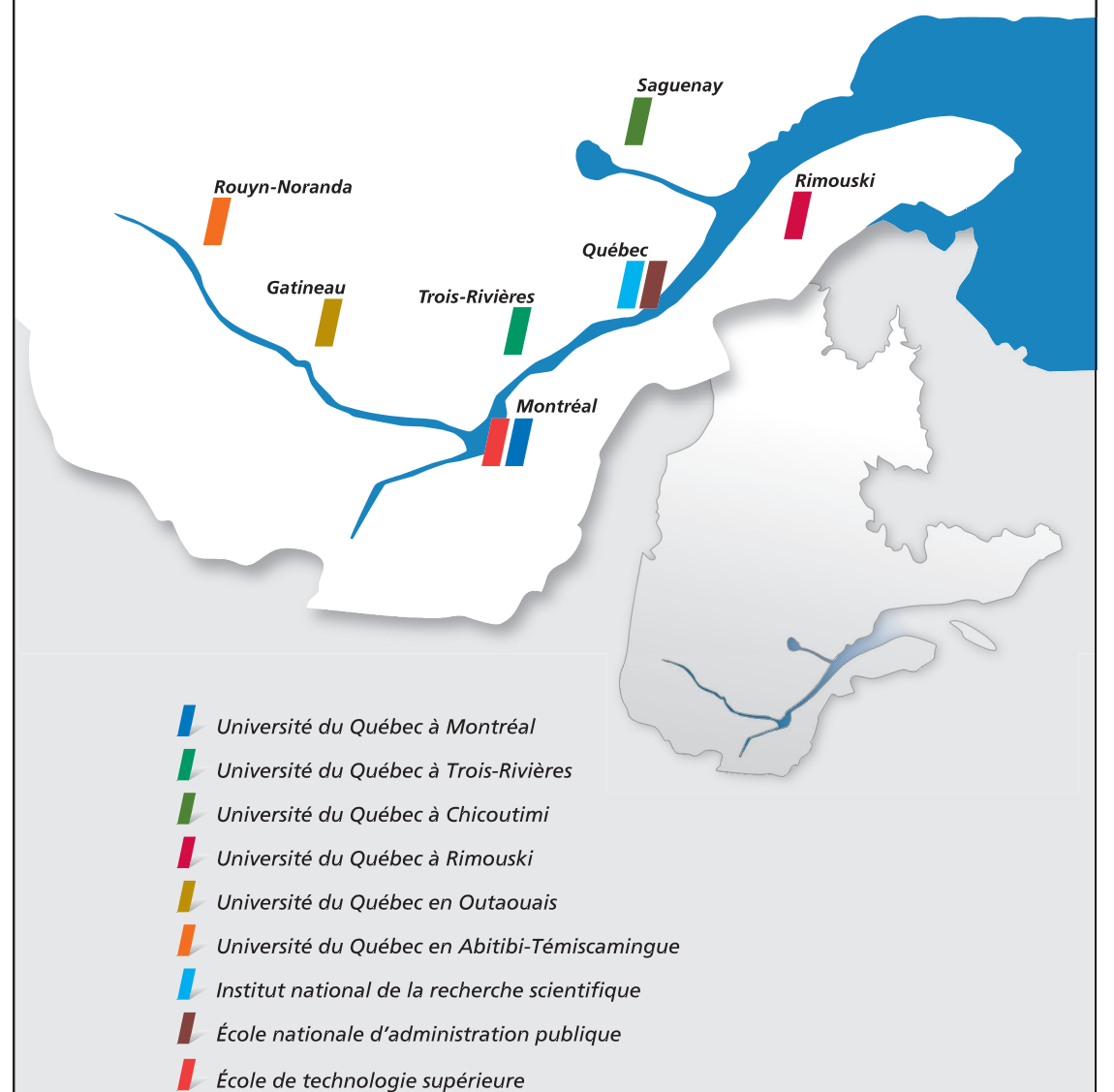
Electrolux, un des plus récents exemples de délocalisation d'usine vers le sud.

JANERIK HENRIKSSON REUTERS

40 ans de soutien à l'innovation québécoise!

«À l'ère de la société du savoir, les neuf établissements du réseau de l'Université du Québec sont des acteurs de premier plan dans le développement social, économique et culturel du Québec et de ses régions.»

- Plus d'un demi-million de diplômés et près de 2 500 professeurs-chercheurs contribuant à notre prospérité
- Des services aux collectivités, des bureaux de liaison entreprises-université, des agents de valorisation en appui à l'innovation



- Université du Québec à Montréal
- Université du Québec à Trois-Rivières
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université du Québec à Rimouski
- Université du Québec en Outaouais
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- Institut national de la recherche scientifique
- École nationale d'administration publique
- École de technologie supérieure



HERIBERTO RODRIGUEZ REUTERS

Les pays du Sud, dont le Mexique, sont attractifs pour les multinationales puisqu'ils sont en mesure d'offrir des coûts de production plus faibles.

MONDIALISATION
INNOVATION SOCIALE

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAISCE QUE DOIS

Université du Québec
www.quebec.ca



**Programme du
3^{ème} Colloque international du CRISES**

Université du Québec à Montréal • Université du Québec en Outaouais
Université du Québec à Chicoutimi • Université de Sherbrooke
Université de Montréal • Université Concordia • Université Laval • HEC - Montréal

7 et 8 avril, 2011 • Université du Québec à Montréal, salle Marie-Gérin-Lajoie • 405, rue Sainte-Catherine Est

Français et anglais (traduction simultanée disponible dans la salle principale)

JEUDI LE 7 AVRIL 2011

- 8h **Accueil et inscriptions**
- 9h **Mot de bienvenue**
Yves Mauffette, Vice-recteur à la recherche et à la création, UQAM;
Juan-Luis Klein, directeur du CRISES
- 9h15 **CONFÉRENCE D'OUVERTURE**
Territory, Authority and Rights: New Global Assemblages.
Saskia Sassen, Columbia University
- 10h **PAUSE SANTÉ**
- Séance 1**
10h30 **Enjeux et défis en termes d'innovation sociale posés aux acteurs sociaux par la construction d'une mondialisation plurielle et inclusive**
Présidence : Marguerite Mendell, Université Concordia
Good life for all - A new eco-social civilisation model beyond the national welfare state.
Andreas Novy, Vienna University of Economics and Business Administration
Social innovation... et the limits of neoliberalism.
Jamie Peck, University of British Columbia
Les syndicats à la hauteur des défis de la mondialisation et de l'innovation sociale ?
György Széll, Université d'Osnabrück
L'innovation sociale comme réponse aux critiques du capitalisme.
Ève Chiapello, HEC Paris
- 12h30 **PAUSE REPAS**
- Séance 1A**
14h **Enjeux et défis territoriaux**
Présidence : Majella Simard, Université de Moncton
La mondialisation et son impact sur les stratégies de gestion des entreprises coopératives. Étude comparative de l'Espagne et du Chili.
Mario Radrián, Universidad de Santiago de Chile, Ana Maria Davila, Universidad de Santiago de Chile et Leslie Faure, Ministerio de Agricultura de Chile
When the third sector builds the city: Brownfield transformation projects in Montréal and Marseille.
Barbara Van Dyck, University of Antwerp
Vers une société sans pauvreté : la lutte à l'insécurité alimentaire.
Dario Enriquez, doctorant en études urbaines, Université du Québec à Montréal
- Séance 1B**
14h **Innovations sociales dans le domaine du travail**
Présidence : Rachid Bagaoui, Université Laurentienne
L'action internationale des centrales syndicales québécoises à l'épreuve des enjeux de la division internationale du travail.
Sid Ahmed Soussi, Université du Québec à Montréal
Quelles recompositions des logiques professionnelles face à la flexibilité organisationnelle ? L'exemple des ouvriers de l'industrie en France.
Christian Papinot, Université de Bretagne Occidentale
Les innovations en matière de représentation collective en contexte de diversification de l'emploi.
Martine D'Amours, Université Laval
- Séance 1C**
14h **Réponses des acteurs sociaux pour améliorer les conditions de vie**
Présidence : Christian Jetté, Université de Montréal
L'anthropologie de la santé comme innovation épistémologique dans le champ complexe de la recherche en santé mondiale.
José Carlos Suárez-Herrera, IRSC, Global Health Research Capacity Strengthening Program (GHR-CAPS), Liliana Gómez Cardona et Marie-Jeanne Blain, CHU Sainte-Justine
La recherche partenariale : le point de vue des praticiens.
Denis Bussièrès, Université du Québec à Montréal
Le rôle des structures de médiation dans la lutte contre la précarité énergétique : atouts, freins et limites.
Dominique Le Roux, Direction Recherche & Développement d'EDF-Electricité de France et Groupe de Recherches Energie Technologie Société
- 15h30 **PAUSE**
- Séance 2**
15h45 **Mondialisation et innovation sociale : défis théoriques pour la compréhension du changement**
Présidence : Paul Leduc Browne, Université du Québec en Outaouais
Analyser les théories pour comprendre l'innovation sociale.
Denis Harrisson, Université du Québec à Montréal
Prolégomènes à l'innovation matricielle.
Jean-Marc Fontan, Université du Québec à Montréal
- Séance 3**
16h45 **Table-ronde des intervenants communautaires et syndicaux**
Présidence : Michel Venne, Institut du Nouveau Monde
Nancy Neamtan, Chantier de l'Économie sociale; Pierre Morrissette, Regroupement économique et sociale du Sud-Ouest (RESO); Nathalie Guay, Confédération des syndicats nationaux (CSN); Atim Leòn, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- 17h45 **Déclaration québécoise pour l'innovation sociale – Réseau québécois en innovation sociale (RQIS)**

VENDREDI LE 8 AVRIL 2011

- 8h30 **Accueil et inscriptions**
- Séance 4**
9h **Vers une participation plus large à la définition du bien commun et à la mise en œuvre de solutions aux inégalités sociales**
Présidence : Marie-Josée Legault, TELUQ
Lieu, Région, Nation, Monde : luttes populaires et échelles d'action.
L'expérience du Mouvement des Affectés par les Barrages, Brésil.
Carlos Vainer, Université Fédérale de Rio de Janeiro
Challenging the New Imperialism: Towards a Theory of the Translocal.
Bobby Banerjee, University of Western Sydney
Inside the New Professionalism: Innovative Institutional Agents and Social Change.
Damian Hodgson, Manchester Business School, University of Manchester
- 10h15 **PAUSE SANTÉ**
SÉANCE DE COMMUNICATIONS PAR AFFICHE
- Séance 4A**
11h **Innovations socio-territoriales : citoyenneté et lutte contre les inégalités**
Présidence : Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke
L'initiative locale, l'économie sociale et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
Juan-Luis Klein, Jean-Marc Fontan, Carol Saucier, Majella Simard, Diane-Gabrielle Tremblay, Pierre-André Tremblay et Christine Champagne, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
Les « maisons » en France : une réelle innovation organisationnelle porteuse ou non de bien commun ?
Christel Beaucourt et Laëtitia Roux, IAE de Lille
Le rythme des arts dans la ville « socialement créative ».
Isabel André, Jorge Malheiros, André Carmo, Université de Lisbonne
- Séance 4B**
11h **Amélioration des conditions de travail et d'emploi**
Présidence : Nizar Chaari, Université du Québec à Montréal
La démarche de vieillissement actif : une innovation sociale avec empowerment ou une responsabilisation des individus ?
Diane-Gabrielle Tremblay et Juliette Rochman, Chaire de recherche du Canada sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir, TELUQ
Intégration économique, mondialisation et conflictualité sociale. Défis et perspectives de l'amélioration des conditions de travail dans le cas des centres commerciaux.
Frédéric Hanin, Université Laval
Le crowdsourcing à la croisée des innovations.
Jérôme Youmani Lankoand, Analyste économique et politique à l'organisation Partenariat international
- Séance 4C**
11h **Lutte contre la précarité dans le respect de la diversité**
Présidence : Lucie Dumais, Université du Québec à Montréal
Espace public délibératif comme source d'innovation dans les communautés de petite taille : le cas de l'égalité entre les sexes.
Denyse Côté et Étienne Simard, Université du Québec en Outaouais, Camille Tremblay-Fournier, Université du Québec à Montréal
Mondialisation et religions : nouvelles appartenances et stratégies des religions brésiliennes de matrice africaine.
Sonia Maria Giacomini, Université Catholique de Rio de Janeiro
Communities bank and social currency: mechanisms for local and sustainable development from Brazilian experiences.
Frédéric Lavoie et Marlei Pozzobon, HEC Montréal, GRIDD
- 12h30 **PAUSE REPAS**
- Séance 5A**
14h **Pour une institutionnalisation des innovations dans le respect des principes et besoins des acteurs les ayant engendrées**
Présidence : Emmanuel B. Raufflet, HEC Montréal
La valeur ajoutée sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire.
Andrea Bassi, Université de Bologne
Diffusion des innovations sociales en milieu de travail dans le capitalisme financier.
Paul-André Lapointe, Université Laval et Guy Cucumel, Université du Québec à Montréal
Vers une globalisation responsable des connaissances : innovations sociales et nouvelles architectures des connaissances.
Morad Diani, Université Cadi Ayyad de Marrakech
- Séance 5B**
14h **Territoires et innovations sociales en contexte de mondialisation**
Présidence : Martine Vézina, HEC Montréal
La résilience des territoires face à la mondialisation : problématisation et trajectoire.
Abdelilah Hamdouch, Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1), Marc-Hubert Depret, Université Henri Poincaré, Corine Tanguy, Institut National Supérieur Des Sc. Agronomiques, de l'Alimentation et de l'environnement
La réaction des acteurs sociaux face aux grands projets urbains : de la participation citoyenne à la conflictualité.
Catherine Trudelle, Salvador Hernandez et Simon Koci, Chaire de recherche du Canada sur les conflits socioterritoriaux et la gouvernance locale, Université du Québec à Montréal
Basque cooperatives and economic crisis.
Fred Freundlich, Université de Mondragon
- 15h30 **PAUSE**
- Séance 6**
15h45 **Table ronde – Pour une redéfinition de l'économie : principales pistes et éléments de débat**
Vincent Van Schendel, Université Laval; Pierre-Antoine Harvey, Institut de recherche et d'information socio-économiques (IRIS) et Robert Laplante, Institut de recherche en économie contemporaine (IREC)
- 16h45 **CONFÉRENCE DE CLÔTURE**
La région sociale : ses opportunités et blocages au sein de la globalisation.
Frank Moulaert, Katholieke Universiteit Leuven.
Remerciements